

LES PHRASES CLÉS

«Je ne doute pas que pour rencontrer 400 ou 500 élèves, les présidents de parti seront présents le 27 février à Namur. Ce grand débat va permettre aux jeunes d'avoir une vision de comment certaines de leurs demandes ont été comprises ou pas.»

«Régionaliser complètement l'enseignement ne va pas permettre de gagner en efficacité, régionaliser ne va pas garantir la qualité des décisions. Je pense que pour certains, cette régionalisation est un peu dogmatique.»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Chez les humanistes, il y a une époque où on ne badinait pas avec l'emplacement géographique des bureaux. À l'image de la rue des Deux-Églises qui abrite le siège du parti à Bruxelles, l'antenne liégeoise du cdH est hébergée rue du Paradis à quelques pas d'une gare des Guillemins nappée de neige ce vendredi. Le rendez-vous avec Marie-Martine Schyns est fixé à 9h.

Ce ne sont pas les sujets qui manquent ce matin. Entre la préparation des listes électorales dans le QG bruxellois du cdH où Marie-Martine Schyns devrait être candidate à la Région wallonne et en Communauté française, et cette envie de poursuivre le pilotage du Pacte d'excellence à la tête de son ministère de l'éducation après le scrutin, la ministre de l'Enseignement en Communauté française se retrouve à «gérer» la grève des élèves du secondaire qui manifestent pour le climat chaque jeudi. «Impossible de ne pas aborder ce mouvement d'une ampleur incroyable», dit-elle.

Alors que certaines mauvaises langues ironisent sur cet absentéisme, Marie-Martine Schyns se montre préoccupée. «Vous avez vu mon Facebook hier (jeudi). Je comprends le cœur du message des jeunes et la symbolique de la faire pendant les cours, mais à un moment donné il faut trouver un équilibre entre ce qui est un engagement citoyen et la continuité de l'apprentissage. Il faut faire en sorte que l'organisation des écoles soit toujours bonne, tout en permettant aux jeunes qui veulent manifester le jeudi de pouvoir le faire.»

Derrière ce rappel à l'ordre comme pourrait le faire un directeur d'école, la ministre n'entend pas distribuer les retenues et interdire aux élèves d'aller manifester jeudi prochain. «Non, il faut organiser les choses pour que ces manifestations soient possibles. L'idéal serait que cela ne soit pas toujours les mêmes élèves qui aillent manifester le jeudi et qui manquent à chaque fois les mêmes cours. Il faut des rotations entre élèves ou une organisation dans l'école qui permette d'avoir certaines classes qui y vont et la semaine d'après une autre. Mais aller manifester peut aussi rentrer dans le cadre d'une activité pédagogique de l'école. Si la thématique du climat est travaillée en amont et en aval, et si les enseignants et les éducateurs accompagnent

Marie-Martine Schyns

«Nous allons inviter les présidents de parti à rencontrer les élèves le 27 février»

les élèves, alors ce n'est pas une absence. Mais l'école ne peut pas faire cela toutes les semaines. En dehors de l'encadrement de l'école, c'est une absence, mais pas une sanction.»

Un grand oral climatique avec le monde politique

Cette parenthèse organisationnelle refermée, Marie-Martine Schyns donne rendez-vous à tous ces jeunes le 27 février pour un grand débat climatique avec les présidents des différents partis politiques. «Avec les pouvoirs organisateurs, nous allons inviter chaque école du secondaire à désigner de la manière dont elle le souhaite, par vote ou de manière volontaire, un élève qui viendrait le 27 février à Namur représenter son école, poser des questions et surtout écouter les réponses des présidents de parti. C'est une rencontre entre les élèves et les présidents de parti. C'est le souhait des directeurs d'écoles et des réseaux. Nous allons inviter les présidents de parti à rencontrer les élèves. Je ne doute pas que pour rencontrer 400 ou 500 élèves, ils seront présents le 27 février à Namur. Les élèves ont envie d'entendre aujourd'hui les réponses des partis, et plus seulement par presse interposée. Ce grand débat va permettre aux jeunes d'avoir une vision de comment certaines de leurs demandes ont été comprises ou pas. Les partis sont en train de mettre sur pied leur programme pour les élections, ils doivent pouvoir en débattre avec les jeunes.»

Derrière ce grand oral assez exceptionnel, les détracteurs pourraient voir une façon pour la ministre de tenter de canaliser les élèves.

On va jusqu'à lui demander si ce n'est pas un atterrissage en douceur? Elle le répète: «Je n'interdis pas d'aller manifester. C'est un mouvement important. Il n'y a pas de planète B. Les

jeunes sont arrivés dans un monde que nous avons construit et ils essayent d'être cohérents par rapport à la suite. Certains leur reprochent d'aller manifester alors qu'ils ont tous un iPhone mais ce n'est pas cela la question. Les élèves demandent que quelque chose se fasse et les écoles doivent les encourager à mettre en place des actions concrètes à leur niveau à eux en tant qu'élèves. J'ai des parents qui me disent que leur enfant va manifester mais qu'à côté il laisse la lumière allumée ou consomme de l'eau en bouteille et pas dans une gourde. Ce qui est en train de se passer dans les maisons, c'est une conscientisation des jeunes.»

On se comptera au Parlement mercredi

La politique étant souvent faite de grandes enjambées, on glisse sur la table de la ministre l'autre dossier chaud de la semaine: le Pacte d'excellence, qui tient en haleine le monde de l'enseignement depuis quelques années, et qui s'est envenimé lundi avec la dernière raude du MR qui refuse la scission

entre pouvoirs organisateurs et régulateurs.

Sans un vote favorable du MR, l'édifice du Pacte d'excellence risque-t-il de s'écrouler? «On a un nœud. L'idée de dissocier le réseau officiel a pour objectif de faire en sorte que tous les réseaux soient à égale distance du pouvoir régulateur. Aujourd'hui, il y a un réseau, l'officiel, dont le pouvoir organisateur est le même que le pouvoir régulateur, à savoir le gouvernement. L'idée est de rendre autonome le réseau officiel de l'État, tout en le maintenant en réseau public avec une structure qui est un OIP et un CA de 16

personnes désignées par la clé D'Hondt. Le texte est le fruit d'un équilibre, mais le MR a dit non lundi parce que l'administration serait politisée.»

La ministre pointe un double paradoxe libéral. «Le MR se plaint de la politisation, mais en ne votant pas, le réseau restera dans l'administration. L'autre paradoxe touche le texte qui est lié au plan de pilotage. Il fait en sorte que les écoles se donnent elles-mêmes des objectifs plutôt que des règles qui viennent d'en haut. C'est quelque chose qui devrait être proche des convictions

du MR. Mon job est de continuer à chercher des accords avec un maximum de gens jusqu'au vote mercredi prochain. Tout dépendra de qui viendra voter mercredi. Le quorum sera important, prévient-elle. Mais les résultats du test Pisa justifient le Pacte. Si on a mis le Pacte en route, c'est parce que les résultats Pisa sont une moyenne insatisfaisante. Tout est améliorable, en maths, en lecture, en sciences.»

«Pour certains, cette régionalisation est dogmatique»

La tuyauterie institutionnelle n'étant jamais très loin en politique belge, cette dernière passe d'armes entre le MR et le gouvernement PS-cdH de la Communauté française a remis sur le feu les aspirations régionalistes qui ont certains ténors libéraux à l'égard de l'enseignement. «On ne refuse pas de réfléchir à davantage de liens entre les Régions et le monde de l'école. Mais que gagnerait-on à diviser l'enseignement? Il ne faudrait pas qu'on rentre dans des débats institutionnels sans fin. Les jeunes et les citoyens attendent de véritables actions. J'ai réfléchi à cette régionalisation de l'enseignement. Que va-t-on y gagner?»

Aux sécessionnistes, Marie-Martine Schyns lance ce plaidoyer: «Vous avez encore une lasagne institutionnelle avec deux ministres de l'Enseignement au lieu d'un seul. Vous avez des CEB et des diplômes différents entre Bruxelles et la Wallonie et aussi des universités comme l'UCL qui sont à cheval sur deux Régions. Tout cela va complexifier plus que simplifier le modèle. Le MR met en avant les spécificités locales pour régionaliser l'enseignement, mais aujourd'hui, dans nos décisions, nous tenons compte des spécificités locales des bassins de vie. On va d'ailleurs créer un observatoire du qualifiant qui vise à travailler sur les cadastres des options dans l'enseignement qualifiant, le monde de l'emploi et celui de la formation. On sait exactement par zone quels sont les métiers qui sont en pénurie et quelles sont les options qui existent dans les écoles et le monde de l'alternance. Cet observatoire va permettre de coordonner tout cela. Ce sont des réponses que je donne à ceux qui plaident pour la régionalisation. Régionaliser complètement l'enseignement ne va pas permettre de gagner en efficacité, régionaliser ne va pas garantir la qualité des décisions. Prenez la commune de Charleroi et celle de Vaux-sur-Sûre, les règles vont-elles être les mêmes parce que c'est la Région wallonne qui décide? Il faut pouvoir tenir compte d'autres éléments que nous prenons déjà en compte. Je pense que pour certains, cette régionalisation est un peu dogmatique. Il faudrait d'abord lister réellement ce qu'on va gagner en efficacité et je pense qu'ils ne l'ont pas tous fait. J'attends leurs arguments.»

Avant de conclure, Marie-Martine Schyns va jusqu'à lancer un avertissement à tous ceux qui se disent tentés par la fin de la Communauté française. «Je ne vois aucun intérêt ni

politique, ni en termes d'efficacité à supprimer le lien entre les francophones. Démanteler, non, réfléchir à des ajustements, oui! C'est ce qu'on fait dans l'enseignement où les Régions sont présentes à travers les bassins de vie. Il ne faudrait pas faire croire qu'il n'existe rien. Que les Régions se mobilisent pour la connectivité des écoles, qui est de leur compétence, serait par contre une bonne chose. On a avancé plus vite sur l'équipement que sur la connectivité.»